Le Courrier des Opelousas.

VOL. 4. OPELOUSAS, PAROISSE ST.-LANDRY, [Louisiane,] 8 DECEMBRE, 1855. No. 1.

OPELOUSAS:
SAMEDI MATIN, 8 DEC. 1855.

☞ Nous sommes autorisés d'annoncer que M. Charles Close est candidat à la place de Représentant du 3me Arrondissement du Jury de Police de cette Paroisse, comprenant Gros Chevreuil, Grand Côteau et Coulée Croche, à l'élection qui aura lieu le second Lundi de Mai prochain.
Opelousas, 17 Nov., 1855.

☞ Nous sommes autorisé à annoncer M. Auguste M. Perrault comme candidat à la place de Constable de Ville, pour la ville des Opelousas, à l'élection qui aura lieu le premier Lundi d'Avril prochain. [Opelousas 24 Nov. 1855.

☞ Avec le numéro d'aujourd'hui commence le quatrième volume du *Courrier des Opelousas*. Il compte donc maintenant trois années d'existence, pendant lesquelles il n'a cessé de recevoir l'encouragement du public, nonobstant les concurrents qui lui ont été opposés de temps à autres. C'est assez dire que nous offrons à cette occasion à nos amis et au public en général nos remerciemens bien sincères pour le patronage libéral qui nous a été accordé depuis trois ans révolus. En revanche, nous nous efforcerons d'en mériter la continuation par les soins que nous ne cesserons d'apporter à notre feuille pour la rendre de plus en plus digne de l'encouragement général.

Le *Courrier* est un des plus grands journaux de campagne de notre Etat, et est peut-être celui qui est imprimé à meilleur marché. Il contient, le plus souvent, le double de ce que contiennent les feuilles ses voisines, et ses prix d'abonnement est extrêmement modique. D'un autre côté, comme feuille d'annonce, le *Courrier* ne laisse rien à désirer, attendu que sa circulation est très étendue, chez ceux qui lisent l'anglais comme chez ceux qui lisent le français.

Avec des élémens de succès comme ceux dont nous pouvions disposer en établissant le *Courrier*, il ne pouvait en être autrement, aussi notre œuvre a-t-elle été couronnée du plus heureux succès, jusqu'à ce jour.

Aux Votans!— Nous rappelons aux votans de la ville des Opelousas qu'une élection aura lieu aujourd'hui, à la Maison de Cour, pour élire un membre du Bureau de Police, en remplacement de M. John Cochran, démissionnaire.

Le puits artesien.—Louviers, dit l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans, ont atteint une profondeur de 586 pieds. La sonde a touché un sable grisâtre mêlé de coquilles, mais bien moins que les couches supérieures. Quelques personnes croient qu'on atteindra l'eau avant que la sonde arrive à une profondeur de cent pieds de plus.

AFFAIRE KENALL.

Nous lisons dans l'*Union de Lafourche*: M. C. W. Kendall, ancien maître de poste de la Nouvelle-Orléans, accusé d'avoir enlevé $5[illegible] d'une lettre addressée à M. Mitchell, de cette ville, a comparu le 12 devant la Cour de Circuit des Etats-Unis. L'avocat-général Morse, assisté de M. [illegible] Rosélius, représentaient les Etats-Unis; MM. R. H[illegible] et J. Sigur défendaient M. Kendall. Les témoignages ont rempli toute la journée du 12 et celle du [illegible]. Les plaidoiries ont occupé celle du 14, jusqu'à trois heures. A cinq heures la Cour a siégé de nouveau, et à six heures environ, le jury est entré en délibération. Le lendemain matin il a déclaré ne pouvoir s'entendre. Le juge l'a déchargé. M. Kendall ne sera donc jugé qu'en avril prochain.

A notre point de vue, M. Kendall est victime d'une conspiration habilement ourdie. Les témoignages, s'ils n'établissent pas clairement son innocence, ne prouvent nullement sa culpabilité. Dans un pareil doute, on doit interroger la vie passée de M. Kendall: elle est toute honorable.

Si notre ancien maître de poste est innocent, cette misérable accusation de vol aura eu des conséquences bien graves, d'abord la ruine d'un honnête homme, et ensuite son remplacement par un homme qui, nommé par un président démocrate, appartient à l'Ordre des Know-Nothings, et met tout en œuvre pour nuire au parti démocratique. Nous avons nommé M. Kavit.

☞ De temps en temps, il éclate quelque machine infernale à Sébastopol. A la date des dernières nouvelles, il venait d'en éclater encore une à Kamiesch [illegible]aïa; mais, malgré les plus minutieuses investigations, on n'a pu découvrir entière aucune des machines que l'on voudrait étudier. On suppose, d'après les débris, que ce sont des vases en terre, forme conique et enfoncés dans le sol; on suppose encore qu'il y est adapté un boulon qui sort de terre [illegible], il doit violemment, lorsqu'on marche sur ce boulon, rentrer dans le vase, et c'est par le frottement ou par la pression, ou enfin en brisant un récipient rempli de liquide inflammable, que le boulon détermine l'explosion. On pense même que ces vases ne sont pas remplis de poudre ordinaire et qu'ils doivent contenir une préparation chimique d'une grande force, car les détonations sont très violentes. Ces machines font explosion sur les voies les plus larges, dans les carrefours, dans les grandes rues, en un mot dans les endroits où la circulation est la plus facile: mais c'est en vain qu'on a fouillé le sol dans tous ces endroits, ces machines vraiment infernales échappent à toutes les recherches. Voilà du moins ce que raconte [illegible] de Constantinople.

Changement à vue.— Il y a quelques jours, dit un journal de New-York, le convoi de Montréal arrivé à la première station, en deçà de la frontière canadienne. Entre autres passagers, il en descend une femme de taille colossale, affublée d'un costume qui rappelait, à s'y méprendre, la Meg Merrilies de Walter Scott. A sa vue, [illegible] la foule; mais la singulière voyageuse, sans s'émouvoir autrement, se contente de demander [illegible] bien aux Etats-Unis. [illegible] lui est faite, elle commence [illegible] à se déshabiller, en demandant pardon à l'assistance de ce que le procédé pouvait avoir de [illegible]gêne et d'insolite. Nous laissons à penser [illegible] regardait d'un œil stupéfait. L'explication de l'énigme ne se fit toutefois pas attendre: à mesure que tombait la défroque féminine, apparaissait un grand gaillard très peu féminin, vêtu de l'uniforme anglais. C'était un déserteur qui avait pris ce travestissement bizarre, pour échapper au service de Sa très gracieuse Majesté.

Les généraux blessés.—Les généraux français dont le *Moniteur* a annoncé le retour sont fort souffrants. Le général Trochu, bien qu'ayant échappé à la terrible nécessité de l'amputation, se ressent toujours douloureusement de l'atteinte du biscaïen qui lui a enlevé une partie du mollet. On sait que le général Mellinet a été atteint aux deux joues; quant au général Bosquet, frappé en plein flanc d'un éclat d'obus, les désordres chez lui sont internes. On annonce qu'il va chercher à Pau, auprès de sa mère, la clémence tout exceptionnelle du climat.

[illegible] Nebraska maintenant une population de [illegible] habitants dont 1,465 sont électeurs. On [illegible] dans le territoire. Les élections [illegible] lieu la semaine dernière, et un député au [illegible] les membres de la législature et les fonctionnaires publics, ont dû être choisis.

Congrès.— [illegible] d'après le Herald de New-York, comment se composera la prochaine Chambre des Représentants: démocrates, 81; whigs [illegible], 60; know-nothings [illegible]

(*Communiqué.*)

HISTOIRE DE LA DERNIERE CAMPAGNE.

Suite.

VIII.

D'un autre côté, il y a dans le cœur du peuple un culte, une admiration, moins raisonnée qu'instinctive pour l'intelligence, sans acception d'origine ni de berceau. En créant des hommes supérieurs et des hommes médiocres, Dieu a voulu que ceux-ci fussent dominés par ceux-là! Non que cette domination doive s'exercer ou se traduire par des privilèges sociaux ou par l'oppression des uns par les autres. Non! Seulement les uns sont les bras qui exécutent ce que pensent et ordonnent les autres; les uns s'appellent le peuple; les autres sont les guides, les pilotes des nations.

Or, dans la St. Barthélemy, projetée par les Know-Nothings, la proscription étendait son niveau sur toutes les têtes. Dans tous les grands massacres historiques, les égorgeurs avaient toujours sauvé quelques victimes: ici la loi se dressait froide et tranchante, comme le couteau de la guillotine, point d'exception pour personne, tout le monde se trouvait frappé. Célèbres ou obscurs, savants ou ignorants, les naturalisés n'avaient plus qu'à recommander leur âme à Dieu et à attendre le coup de grâce que se disposait à leur donner Tristan-Duvignaud, exécuteur des hautes œuvres de Louis-Onze-Derbigny.—Mais, disait-on tout bas, parmi ces naturalisés, il y a des hommes, législateurs, généraux baptisés Américains, sur les champs de bataille, jurisconsultes, ambassadeurs, dont la gloire rayonne non seulement sur la Louisiane mais encore sur tous les Etats-Unis. Il y a un jurisconsulte ex-membre de la Cour Suprême, qui s'appelle Edouard Simon. Il y en a un autre qui professe et enseigne le Droit à la jeunesse de cet Etat, qui se destine au Barreau, et qui s'appelle Roselius. Il y en a un autre, non moins célèbre qu'eux, comme légiste, mais plus célèbre comme orateur, qui a mille fois passionné les populations Louisianaises pas sa parole; un homme qui a été écouté et applaudi, même au Sénat des Etats-Unis, où siégeaient pourtant encore Webster et Henry Clay; un homme qui a été ambassadeur en Espagne et qui serait peut-être encore à son ambassade s'il n'y avait tenu trop haut et trop ferme le drapeau des Etats-Unis— et qui s'appelle Pierre Soulé. Est-ce que la proscription s'abattra sur ces têtes, qui dominent la foule comme le tonnerre sur les pics les plus élevés des montagnes? Est-ce que les terroristes know-nothings feront une glorieuse exception en faveur de ces hommes dont, comme nous l'avons dit plus haut, l'illustration personnelle rayonne sur tout le pays? Non, s'ils triomphent, M. Simon ne pourra pas être.....même juge de paix de village. S'ils triomphent, M. Rosélius sera ignominieusement chassé de sa chaire. S'ils triomphent, M. Soulé, qui a été revêtu des plus hautes dignités de la République, ne pourra pas même être constable. Les Know-Nothings, qui ont tant d'illustrations sous le boisseau, sont assez riches pour frapper ces trois intelligences d'ostracisme; ils ont assez de grands hommes pour pouvoir décapiter ces trois gloires louisianaises.......s'ils triomphent, ils n'ont pas triomphé!

IX.

Il est bien entendu que nous nous sommes contenté de citer trois noms de naturalisés illustres, pour ne pas allonger inutilement une liste que chacun, du reste, pourrait dresser aussi bien et même mieux que nous. Nous aurions pu y ajouter les noms des Benjamin, des Rost, des Elgee, et dans la presse ceux de Bléton, de d'Artlys, de Léon Laugrin. Nous en passons et des meilleurs, comme dit un personnage d'Hernani.

Mais à l'exception des journalistes, que leur position forçait à se battre au premier rang et qui en effet s'y sont battus avec un dévouement admirable, les naturalisés qui avaient bien mérité de la Louisiane, par leurs services, s'étaient abstenus. Connus du peuple de cet Etat, ils n'avaient pas voulu lui rappeler ce qu'ils avaient fait pour lui et la République; loin d'exercer la moindre pression sur lui, ils l'avaient laissé parfaitement libre de consacrer ou de rejeter une immense injustice,—et ils avaient bien fait. M. Soulé n'avait parlé qu'au dernier moment, sans toute poussé au forum par les instances de ses amis. En laissant le peuple maître de lui-même; en ne portant à son tribunal que le plaidoyer de leur silence, ces messieurs avaient agi sagement et noblement. Purs de tout crime, ils n'avaient pas besoin de se défendre. Pour eux la proscription aurait été, non un déshonneur, mais une auréole; et d'ailleurs ils savaient que la grandeur la plus [illegible]ble est celle de l'homme qui a une immense ingratitude ou une immense injustice à reprocher à ses concitoyens.

Puis enfin, ces messieurs pouvaient répondre aux Know-Nothings ce que dit M. Honoré de Balzac, un des plus grands écrivains de notre temps.

—Les Balzac d'Entragues prétendent que vous n'êtes point de leur famille, lui dit un jour un de ses amis.

—Tant pis pour eux! répliqua l'auteur de la Comédie Humaine, en accompagnant ces fines paroles de son plus fin sourire.

X.

En somme, à quoi servaient toutes ces attaques furibondes, tous ces appels insensés à la [illegible]ntre gens destinés à vivre sur le même sol? Pourquoi certains hommes d'origine étrangère (dans les discours on voulait bien faire des exceptions) étaient-ils appelés [illegible] par M. Adolphe Olivier; *filous* par Duvignaud, le Chinois de St. Yago de Cuba; *canailles* par M. Lewis! Eh mon Dieu! pour rien ou peu de chose. Il y avait dans la plate-forme know-nothing une petite section, la section religieuse, c'est-à-dire un côté faible. Oui, c'est là qu'était le défaut de l'armure, la position [illegible] on tirait le gros canon ailleurs pour mieux cacher à l'ennemi la faiblesse de la place. On faisait ce qu'en langage militaire on appella une *diversion*.

Et comme les orateurs know-nothings défendaient l'indépendance des Catholiques aux Attakapas? Ce que nous avons entendu de mieux à ce sujet c'est, croyons-nous, un [illegible] mouvement oratoire de M. Olivier.

Dans un discours prononcé à Vermillonville, le jeune orateur demanda au public s'il était possible qu'un Créole know-nothing pût aller arracher la croix qui protège la tombe de sa mère et la briser en disant: mère, je te maudis?

Magnifique, peut-être dans un drame, cette phrase ne portait aucune lumière dans la question; et l'on pouvait répondre à l'orateur et à ses confrères, les Catholiques Know-Nothings: "Non, vous n'êtes pas des apostats! "Non, vous n'êtes pas des sacrilèges! Mais "vous êtes les alliés d'un parti, qui dans 30 "Etats veut tuer ou comme l'a dit un de vos "orateurs, *derraciner* la religion Catholique, "et qui, s'il remporte la victoire, vous "proscrira vous-mêmes qui le défendez si "vaillamment." Marcher avec lui, c'est être son complice; et s'il triomphe, quel jeu terrible aurez-vous donc joué!

Quant à M. Lewis il avait dédaigné de se soumettre au programme du parti en Louisiane; pour lui la huitième section était restée un article de foi qu'il n'était permis à aucune main humaine d'effacer. Cette section, il la prêchait si bien... si bien, dit-on, dans les paroisses américaines, et les citoyens lui étaient si reconnaissants de son puritanisme, que le 5 Novembre, il était... battu de plus de 2,500 voix. Protestation bien éclatante contre ces ambitions fièvreuses qui veulent s'imposer ou se donner à tout le monde; qui ne se lassent pas de courir, d'un camp à l'autre pour en obtenir ce qu'elles désirent, et que les partis ne se lassent pas de repousser!....

Avant d'abandonner cette question, nous ajouterons un dernier mot: Le 5 Novembre la plupart des paroisses Créoles ont prouvé par leurs votes qu'elles avaient compris combien le Know-Nothingisme leur était hostile; le même jour les paroisses Américaines ont aussi prouvé qu'elles avaient compris que dans un siècle où l'Angleterre a admis à sa Chambre des Communes, Rotchild, le Juif et O'Connell, le Catholique; il y aurait eu honte pour les Etats-Unis à briser la liberté de conscience et à déshériter les Catholiques Américains de la part légitime qui leur revient dans le Gouvernement de l'Union. Honneur à elles!

XI.

Nous avons dit que le ticket know-nothing contenait des noms impopulaires: hélas! après le vote accablant du 5 Novembre, avons-nous besoin de le prouver?

Nous nous empressons d'abord de déclarer, avant d'analyser la valeur politique de certains noms, que nous ne sommes point habitué à faire de la polémique brutale et que nous ne verserons aucune goutte de fiel dans la coupe de ceux qui ont été vaincus.—Mais quelle que soit notre réserve, nous apprécions la portée de l'élection dernière—et à ce titre, nous sommes obligé de dire pourquoi MM. T. G. Hunt et W. B. Lewis ont été battus.

M. Hunt, comme homme politique, avait fait une faute énorme, en arrivant au Congrès. Représentant d'une sentinelle avancée du Sud (la Louisiane), il avait eu une magnifique occasion de donner des gages de dévouement à ses commettants; et cette occasion il ne l'avait pas saisie. Dans la discussion du bill de Nebraska, le député du Sud s'était prononcé contre l'extension de l'esclavage; le mandataire de la Louisiane avait dit, entre autres la phrase suivante, que nous puisons au hasard dans son discours: "*I differ with you as to the power of the government, in relation to slavery and I am conscientiously opposed to the extension of slavery.*"

Etait-ce bien là la doctrine d'un homme du Sud, représentant le district de la Louisiane, qui compte le plus d'esclaves? Non, car la *Tribune* de New-York s'était empressée de le complimenter sur son vote, M. Hunt ignorait peut-être qu'il y a certains baisers qui sont mortels.

Y eut-il, dans le vote de M. Hunt, acte de haute trahison envers les hommes qui l'avaient envoyé? nous ne l'avons pas cru et nous ne le croirons jamais. Nous pensons seulement qu'aux Etats-Unis, plus qu'ailleurs, les actes politiques d'un homme sont soumis trop souvent à des considérations de latitude septentrionale ou méridionale, et que, pareils à certaines beautés faciles, les citoyens donnent leurs votes à des gens qui font mentir le proverbe: *Vox populi vox Dei!*

La faute de M. Hunt a entraîné du reste, une de ces réactions qui sont en même temps de magnifiques protestations contre des actes médités ou accomplis: A la dernière élections, Ste. Marie (Ste. Marie!), la paroisse whig par excellence, a donné à M. Hunt, *know-nothing, une majorité de 56 voix*,—et le 2me District a élu, pour la première fois peut-être, un candidat démocrate, Miles Taylor.

Bah! M. Hunt, l'Enfer est pavé de bonnes intentions.......incomprises.

C. ROQUES.

(*La fin au prochain numéro*)

UN STEAMER MONSTRE.

L'énorme steamship, en voie de construction depuis deux ans dans le chantier de Scott Russel, sur la Tamise, approche de son achèvement. Les étrangers et visiteurs accourent de tous côtés pour admirer ce Léviathan des mers.

Il est construit en fer et a 675 pieds de long. Toute la machine pèse environ 8,000 tonnes, et si on y ajoute le poids de la coque, qui est de 10,000 tonnes, on trouve un total de 18,000 tonnes.

Ce navire pourra recevoir facilement 1,000 passagers de première classe et 600 de seconde, indépendamment de plusieurs milliers de tonnes, en charbon et frêt.

Sa jauge s'élève à environ 25,000 tonnes.

Malgré ses énormes dimensions, ce steamer n'a pas un fort tirant d'eau, car sa ligne de flottaison est à 20 pieds de la quille sur lest et à 30 pieds seulement lorsqu'il aura toute sa charge.

Une fois lancé, ce navire présentera un aspect bien différent que celui des bâtiments marchands actuels. Il aura six mats et cinq escaliers, et ressemblera à un énorme trois-ponts qui aurait une longueur triple de celle en usage.

Ce steamer aura une hélice et des roues à palettes; la première machine sera de la force nominative de 1,600 chevaux, et la seconde de celle de 1,000 chevaux; combinées ensemble et marchant simultanément, ces deux machines auront une force effective de 3,000 chevaux.

Le bâtiment pourra porter assez de charbon pour faire le tour du monde et filera 20 nœuds à l'heure. Le haut recevra trois étages de ponts pour les passagers sur tout le pourtour du navire.

Enfin ce steamer, une fois achevé, aura coûté environ un demi-million de livres, c'est-à-dire près $2,500,000.

Le tabac.— Nous apprenons par des documents authentiques que, pendant que notre taxe annuelle pour les pauvres n'est que de trois millions de piastres, on paie chaque année *vingt-cinq millions* pour une plante qui est un poison violent, crée un appétit faux et insatiable, mine la constitution, stimule goût des liqueurs énivrantes, empoisonne l'atmosphère, salit la personne, les habits et la demeure de celui qui en fait usage, choque le goût et les sentiments de l'homme de mœurs polies et ne fait de bien à personne.—*N. Y. Tribune.*

(*Correspondance de l'Abeille.*)

Tigerville, 28 Novembre, 1855.

Messieurs,

Les immenses cyprières dont est couverte cette partie de l'Etat resteront-elles éternellement perdues pour l'agriculture, et notre population, si laborieuse et si entreprenante, ne pourra-t-elle jamais en tirer parti? Chackahoula, entre autres, a été chanté par les poëtes du crû; l'aspect de ces sombres profondeurs invite à la rêverie. Savez-vous pourtant, messieurs, que ces cyprières peuvent être desséchées? C'est ce que m'ont assuré des ingénieurs du plus grand mérite, qui ont étudié depuis longtemps ce pays et qui en connaissent parfaitement la topographie. La question maintenant est de savoir si ce desséchement s'exécutera un jour, si l'Etat daignera s'occuper de ce travail, si les politiques qui siégent dans nos chambres en comprendront l'utilité et condescendront à livrer à la culture cent mille arpents des plus belles terres du monde, situées au cœur de la Louisiane. Nous verrons.

Tout le monde éprouve ici les bienfaits du chemin de fer des Opelousas. Nos planteurs peuvent envoyer leur sucre à la Nouvelle-Orléans au moment qu'ils jugent le plus convenable, selon l'état du marché. Il leur sera facile d'éviter l'encombrement en gardant leurs récoltes chez eux lorsque la place sera trop abondamment pourvue de sucre. Ils ne seront donc pas obligés de céder leurs produits à des prix ruineux. Jusqu'à ce moment ils étaient forcés de profiter de la hausse des eaux pour envoyer leurs récoltes à la Nouvelle-Orléans. Maintenant qu'ils sont affranchis de cette nécessité et qu'ils peuvent, comme je l'ai dit plus haut, choisir pour leurs expéditions le moment le plus favorable, ils sont devenus indépendants et ont contre les mauvaises chances des garanties qu'ils ne possédaient pas autrefois.

Comme vous vous êtes maintes fois appliqués à démontrer que l'établissement des chemins de fer augmentait la valeur de la propriété foncière, permettez-moi de vous citer des chiffres qui prouvent que vous avez eu raison. Il s'est vendu l'année dernière une habitation à Terrebonne pour cent dix mille piastres; il y a quelques jours cette propriété a de nouveau été vendue, mais cette fois elle a rapporté cent cinquante mille piastres. C'est une augmentation en un an de quarante mille piastres. Depuis l'année dernière, il est vrai, le railway s'est prolongé et l'habitation vendue se trouve pour ainsi dire aux portes de la Nouvelle-Orléans. Autre exemple: on a offert au propriétaire d'une petite habitation de quarante arpents, à travers laquelle passe le chemin de fer, quarante mille piastres pour cet immeuble, et il a refusé. Une personne a acheté, il y a quelque temps, à une piastre et demie l'arpent, des terres de l'Etat, situées sur le parcours du chemin: depuis que la voie est construite, elle en demande cinquante piastres l'arpent pour certaines portions.

Voilà des faits, messieurs, et je puis, si vous le voulez, vous citer d'autres noms et d'autres chiffres.

Le mauvais temps a forcé les planteurs de suspendre leur roulaison. Le rendement de la canne n'est pas considérable et la récolte sera faible, bien que beaucoup d'habitants fassent mieux qu'ils n'eussent osé l'espérer. Depuis que le railway a atteint Tigerville, quatre bateaux naviguent dans le bayou et dans la baie, à savoir: le Southern Star, le Nomi et deux autres qui partagent les affaires avec les premiers. Le Southern Star est le meilleur de ces bateaux; il fait un service régulier et quotidien entre Tigerville et Franklin. I.

L'ARGENT EN CHINE.

L'intérêt légale de l'argent en Chine n'est pas limité. Il est ordinairement de 3 pour cent par mois; en trois ans, le service de l'intérêt a donc dépassé le capital. D'après ces intérêts, il est donc facile de juger quels doivent être ceux des usuriers de bas étage. Il n'existe pas dans le monde d'Etat où les sujets et surtout les bas fonctionnaires publics soient ruinés par l'usure d'après un mode aussi systématique qu'en Chine. On ne doit pas s'étonner que la corruption et la vénalité soient aussi grandes dans ce pays; tous ces fonctionnaires, du plus petit au plus grand, saisissent les occasions de se récupérer d'une autre manière. L'anecdote suivante fournit un exemple de la rapacité chinoise.

Une inondation terrible avait détruit de fond en comble une petite ville assez importante. L'empereur étant venu à passer, par hasard, par cette localité dévastée, donna ordre de distribuer aux malheureux habitants une somme de 700,000 francs.

De cette somme, le ministre des finances retint d'abord pour lui la moitié, puis son secrétaire et les employés subalternes s'adjugèrent une notable portion de ce qui restait; de telle sorte que la somme primitive fut réduite à 150,000 francs.

Un employé chinois qui avait été attaché à l'ambassade de Macartney, rapporte que la même dilapidation avait eu lieu pour les 30,000 francs que le gouvernement avait gracieusement assignés par jour pour l'entretien du ministre anglais, dont la dépense s'élèvera à quatre millions, dans le court espace de temps que dura sa mission.

Le gouvernement n'a pas de Mont-de-Piété, mais, depuis un temps immémorial, les grands dignitaires de l'Etat en fondent au nom de l'empereur, et les font exploiter par leurs agents. Lorsque ces établissements firent leur apparition en France, ils fonctionnaient chez les Chinois depuis plus d'un millier d'années. Toutes les villes du Céleste-Empire en sont pourvues. La ville de Pékin en possède un grand nombre qui s'enrichissent des habitudes de dissipation des Mantchous.

En Chine, l'argent est le premier mobile, et l'on pourrait dire qu'il est l'unique. Les plus faibles émoluments d'un gouverneur de province s'élèvent annuellement à la somme de 200,000 francs. Ces sortes de places ne sont accordées qu'à une certaine classe de privilégiés; néanmoins, tous les grands seigneurs ne laissent échapper aucune occasion d'augmenter leur fortune d'une manière illégale. Les supplices les plus cruels, infligés aux concussionnaires et aux prévaricateurs sont impuissants à effrayer leurs successeurs.—*National.*

Les Loups dans l'Inde.—Le *Bombay Times* dit qu'il a été publié un étrange document constatant qu'en un très court espace de temps il a été dévoré 600 enfants par les loups, dans le Penjaub (royaume de Lahore). Il y a vingt ans, près de 1,000 enfants ont été dévorés de la même manière dans le voisinage d'Agra. On retrouve les vêtements de ces pauvres petites victimes dans les antres où se tiennent ces animaux.

Des misérables qui font le métier de recueillir les habillements ou parures des victimes, ont eu l'habileté d'accréditer parmi le peuple le bruit que tout village où l'on tue un loup doit être infailliblement ruiné; de là cette superstitieuse vénération pour ces animaux féroces. Quand on en prend, on s'empresse de les relâcher, en se contentant de leur attacher une sonnette au cou.

Usage de l'iode.— Dans un ouvrage nouveau, par le Dr. John Davy, nous trouvons la théorie que le poisson de mer, outre qu'il est presque aussi nutritif que la viande de boucherie, contient plus ou moins d'iode, et qu'ainsi il prévient l'invasion des maladies scrofuleuses et pulmonaires. L'effet bienfaisant de l'huile de foie de morue dans ces maladies doit être attribuée à l'iode qu'elle contient. On dit qu'il n'y a pas d'iode dans le poisson de rivière ou d'eau douce, et que c'est pour cela que son usage ne produit pas le même effet que celui de poisson de mer.

Ravages du cholera.—Des nouvelles de Rio de Janeiro, en date du 19 novembre nous apprennent que 15,000 personnes ont succombé au fléau dans la seule province de Bahia. Le peuple meurt si rapidement qu'on trouve difficilement des bras pour les enterrements, et que, malgré le secours donné dans ce but par les marins de la flotte impériale, on a été obligé de brûler beaucoup de cadavres.

Deux mille habitans de Rio ont été enlevés, mais il paraît heureusement que la maladie entre dans sa période décroissante.

Angleterre et Etats-Unis.— Le *Washington Union*, dans un article qu'il vient d'écrire sur la condition actuelle des affaires de l'Angleterre et des Etats-Unis, s'exprime ainsi: "Dieu veuille qu'il n'éclate pas une guerre entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne; mais, nous le croyons sincèrement, si cette guerre survenait, nous pourrions, pour l'invasion de l'Angleterre, lever plus facilement trois cent mille hommes, que celle-ci n'en lève trente mille pour l'invasion de la Russie."

On lit dans le *St. Michel*, de la Paroisse St. Jacques:

"L'aspect de la Nouvelle-Orléans est profondément sombre. On s'aborde avec défiance; on s'abstient de parler politique; et dans la rue Gravier, tout individu qui prononce le nom de Wickliffe est immédiatement assommé.

"Le secrétaire de l'un des polls emporta lundi soir la boite contenant les protêts, et au nombre de dix-sept; il la déposa dans une malle fermée à clé et scellée, et qui fut placée sur le coffre-fort de la maison. On s'introduisit la nuit dans les bureaux à l'aide de fausses clés; on dévissa le derrière de la malle; on s'empara de la boite, dont on se partageait une heure plus tard les débris dans un restaurant: et à la place de la boite ainsi enlevée, se trouvaient écrit à l'encre rouge ces mots "Sam is about."

"Dans la nuit de mercredi à jeudi, le greffe de la première Cour de District a été ouvert, et la feuille du Record contenant l'entrée des pétitions des contestants déchirée.—On cherchait les pièces au procès; celles-là étaient sous bonne garde.

"Mercredi soir, un tonnelier bien innocent fut assailli aux cris de *Hurrah for Sam!* par une vingtaine de *bullies*, et froidement assassiné pendant qu'il retournait sur ses pas.

"M. Bercin n'a dû la conservation de sa vie qu'à l'énergie et l'audace de son fils, qui a sauvé son père et la boite du poignard de vingt assassins.

Tous les cafés étaient fermés le jour de l'élection; mais *Sam* avait ses buvettes et ses arsenaux.

Si les démocrates n'avaient pas gardé leur sang-froid et leur dignité, la ville aurait été mise à feu et à sang.

Il y a, à la Nouvelle-Orléans, un journal, et c'est la feuille officielle, qui demande que la volonté populaire soit plus forte que la loi, et soit elle-même son tribunal

Un commissaire d'élection au 7e Precinct, interrogé sur la manière dont marchait l'élection, répondit: "Tout va bien, très bien; le discours que je fis l'autre jour— dans ce discours il avait dit: *through bloodshed, fire and arms we must come to a result,*—les a épouvantés; ils ne votent pas."

Lundi soir, un bûcher était allumé pour brûler vif M. S. Locke.

Tous ces faits sont graves et sont aujourd'hui en possession des tribunaux. La loi aura-t-elle le dessus ou croulera-t-elle sous le système d'intimidation de *Sam*? Non. Mais il y aura du sang versé.—N'importe: à chacun selon ses œuvres.

Un juge arrêté.— Les abolitionistes de Philadelphie ne sont pas satisfaits de la mise en liberté de leur martyr Passmore Williamson. Ils veulent plus. Ils se sont mis en campagne, ont guetté le juge Kane dans une excursion d'affaires qui l'appelait au comté de Delaware, et sont parvenus à l'y faire arrêter par le shérif, en vertu d'une plainte en emprisonnement illégal déposée par le prisonnier relâché.

Il est inutile d'ajouter que ce n'est là qu'une manœuvre de parti, qui fait dire au *Pennsylvanian* du 8 Novembre: "Les *enragés* de l'abolitionisme doivent être ou tués ou guéris. Il n'est pas d'autre mode intermédiaire de traitement." Voilà une alternative nettement posée.

LES AMERICAINS AU NICARAGUA.

La république américaine semble appelée à absorber peu à peu les nationalités voisines. Bornée lors de la déclaration de l'indépendance à quelques provinces situées sur l'Atlantique, elle s'est accrue peu après de tous les Etats qu'arrose le Mississipi et elle s'étend aujourd'hui jusque sur les bords du Pacifique. A la cession de la Louisiane et de la Floride, par la France et l'Espagne, a succédé l'acquisition du Texas, du Nouveau Mexique, de la Californie et d'une partie de la Sonore.

En attendant que d'autres provinces mexicaines se détachent de la république pour se fondre dans notre puissante unité, nos aventuriers se sont imposés aux habitants du Nicaragua, dans l'Amérique Centrale, et sont aujourd'hui maîtres de cet Etat. On connait l'odyssée du célèbre colonel Walker, devenu dernièrement général. Avec l'audace qui caractérise nos compatriotes, il osa tenter, à la tête d'une poignée de flibustiers, la conquête de la Basse-Californie. Trahi par la fortune, il retourna à San Francisco, écrivit aux chefs des insurgés dans le Nicaragua, pour leur offrir le secours de son épée, et ayant reçu une réponse favorable, se mit en route pour l'Amérique Centrale avec deux cents Californiens. Quelques soldats indigènes se joignirent à lui et il marcha résolument contre les forces du gouvernement qu'il mit en déroute. Profitant de sa victoire, il se dirigea sur la capitale de l'Etat dont il s'empara.

Le général Walker est donc maître aujourd'hui du Nicaragua, sans qu'on puisse néanmoins lui reprocher d'y être entré comme envahisseur. Il s'était mis au service d'un parti, et il n'a fait qu'aider au triomphe de ce parti. Il est vrai que celui-ci le considère un peu comme son maître, puisque, pour le récompenser du secours qu'il lui avait apporté, il s'est hâté de lui offrir la présidence de la république. Walker qui n'est pas moins intelligent qu'audacieux, a refusé ce dangereux honneur dont l'offre témoignait plutôt de la crainte qu'il inspirait à ses alliés que de leur affection pour lui. Il a désigné aux suffrages des citoyens Don Patricio Rivas, qui lui est dévoué, et la suprême magistrature a été immédiatement conférée à ce dernier.

Quant à Walker, il s'est fait décerner le grade de généralisime de l'armée du Nicaragua. Il sera donc par le fait plus puissant que le président, et c'est lui qui gouvernera l'Etat. Il est en ce moment à Granada, où il s'occupe des détails de l'administration, et nous devons dire à sa louange que ses premiers pas dans cette nouvelle carrière ont été marqués par des succès qui sont d'un heureux augure pour l'avenir. Le passage de l'isthme, si dangereux jusqu'à ce moment, à cause des embuches qu'y tendaient aux voyageurs les bandits de l'intérieur, s'opèrent maintenant avec la plus grande sécurité, grâce aux mesures rigoureuses prises par Walker et Rivas.

Le nouveau gouvernement a été reconnu le 13 de ce mois par le colonel Wheeler, ministre des Etats-Unis au Nicaragua. Pour rendre la cérémonie plus imposante, le clergé avait été invité à y assister. M. Wheeler a prononcé une allocution, Don Patricio Rivas y a répondu, et le tout s'est terminé par une salve d'artillerie.

Rivas est, dit-on, très populaire. On assure qu'il aurait a plusieurs reprises refusé la présidence sous l'ancien régime. Quant à Walker, il s'efforce de triompher de la défiance qu'il inspire encore à la population, en sévissant avec rigueur contre ceux de ses compatriotes qui violent les réglements militaires ou dérogent à la discipline. Il déploie la même sévérité à l'égard des aventuriers américains que vis-à-vis des indigènes.

Voilà donc nos compatriotes établis dans le Nicaragua, et il est probable qu'ils y resteront. Le colonel Kinney y est allé trop tard pour remplir le premier rôle; retenu aux Etats-Unis par les tracasseries que lui suscitait le gouvernement, il n'a pas pu se rendre dans l'Amérique Centrale aussitôt qu'il l'eut voulu et il a été obligé de licencier la petite armée d'aventuriers qu'il avait levée. Seul, il ne pouvait être d'aucune utilité aux insurgés du Nicaragua: Walker, au contraire, leur amenait une petite troupe éprouvée, et ils l'ont accueilli comme un sauveur. Si Kinney, au lieu d'organiser son expédition à New-York, où le gouvernement exerce une active vigilance, eut pu partir de San Francisco, il serait aujourd'hui à la tête des forces du Nicaragua.

On s'étonnera peut-être que Walker ait refusé la présidence de l'Etat que nous venons de nommer; mais ne voit-on pas que s'il eut accepté cette périlleuse dignité, non seulement il eut été, en sa qualité d'étranger, en butte aux soupçons de la population indigène, mais que les Etats-Unis n'eussent pas osé reconnaître le nouveau gouvernement? Walker aurait eu l'air d'avoir conquis le Nicaragua, et les Etats-Unis d'avoir favorisé ses plans d'invasion.

Nous le répétons, les Américains se sont installés dans l'Amérique Centrale, et il sera bien difficile de les en déloger. Nous nous trompons fort ou l'histoire du Nicaragua va désormais ressembler à celle du Texas. Les Américains n'acceptent le rôle de protecteurs qu'à la condition de devenir maîtres un jour.—*Abeille du 26 Nov.*

L'ILE DE CUBA.

Il y a longtemps qu'il n'a été question de Cuba dans la presse louisianaise. La politique locale a nui aux affaires extérieures; les préoccupations resserrées dans le cercle étroit des partis, ne pouvaient au milieu du tohu-bohu général se distraire des candidats pour se porter sur d'autres objets. Maintenant que le silence a remplacé le vacarme électoral, il nous sera permis de retourner aux grandes questions du jour.

L'acquisition de Cuba est une de ces questions. Le *Courier & Enquirer* de New-York publie une lettre de son correspondant de Londres, qui croit que l'achat de l'île par les Etats-Unis ne peut tarder à s'accomplir. Il convient que le cabinet anglais élèvera quelques objections et qu'il parlera de nécessité de maintenir l'équilibre des pouvoirs en Amérique, mais il ajoute que l'Angleterre n'a d'autre crainte que de n'être point payée par l'Espagne. Qu'on la rassure sur ce point, et elle consentira volontiers à la cession de Cuba. Que les Etats-Unis, par exemple, offrent deux cent millions de piastres à l'Espagne en bons à 4 pour cent, dont moitié destinée à la liquidation de la dette étrangère de cette dernière puissance et moitié au réglement de la dette intérieure, pense-t-on que le gouvernement de la reine Victoria persistera dans ses objections? Pour prouver qu'il ne se trompe pas, le correspondant du journal de New-York, fait le calcul suivant:

"Il y a environ trois ans, dit-il, l'Espagne décréta, sans consulter les détenteurs de ses bons, que comme elle n'avait pas payé d'intérêt depuis plusieurs années, elle continuerait à ne le point payer, à moins de le réduire de cinq à trois pour cent, et de capituler les arréages qui deviendraient remboursables plus tard. La dette de l'Espagne se compose actuellement de quarante-cinq millions de piastres en 3 pour cent, payables; cent cinquante millions non payables; deux cent soixante millions dont le paiement est différé; et trente-cinq millions en certificats, faisant un total de cinq cent millions de piastres. Les créanciers de l'Espagne se contenteraient d'un cinquième de cette somme en 4 pour cent des Etats-Unis; et comme les détenteurs des obligations espagnoles sont pour la plupart Hollandais, Français et Allemands, bien que le *stock* soit Anglais, ces derniers, dans leur propre intérêt, se constitueraient les apôtres de la paix et pousseraient leurs gouvernements respectifs à exercer leur influence auprès de l'Espagne pour la décider à vendre Cuba.

"Les Etats-Unis ont commis une grande faute lorsqu'en achetant une large zone du territoire mexicain ils n'ont pas stipulé qu'une partie du paiement s'effectuerait en coupons de rente. S'ils en avaient agi de la sorte, les capitalistes auraient tous formé des vœux pour l'achat de Cuba et pour l'acquisition ultérieure et l'absorption de la Nouvelle-Grenade, y compris Panama, l'Equateur, le Venezuela et le Guatemala.

"Si nous en croyons les Espagnols eux-mêmes, le ministre qui oserait proposer à Madrid la vente de Cuba, serait assassiné; mais n'accueilleraient-ils pas la proposition avec plus de ferveur, si ce ministre leur disait que le prix d'achat n'affranchira pas seulement l'Espagne du fardeau d'une telle dette étrangère mais lui permettrait aussi de payer aux créanciers de l'intérieur la moitié de ce que leur doit l'Etat en même temps que le trésor pourrait éteindre ses dettes courantes?"

Le correspondant du *Courier & Enquirer* est fort en chiffres, mais nous croyons qu'il se trompe doublement, d'abord dans le rôle qu'il prête aux gouvernements européens, ensuite dans ses prévisions au sujet de l'Espagne. La France, l'Angleterre, la Hollande, désirent sans doute que leurs nationaux soient payés par l'Espagne, mais ce n'est là pour eux qu'un intérêt secondaire; elles tiennent avant tout à ce que les Etats-Unis n'acquièrent point une puissance trop formidable. Si les nationalités voisines devenaient nos vassales, il ne se ferait rien sur ce continent sans notre assentiment. Voilà ce qu'appréhende l'ancien monde. Il fera donc tous ses efforts pour empêcher les Etats-Unis d'obtenir la cession de Cuba, car la possession de cette île les rendrait maîtres du golfe du Mexique.

Quant à l'Espagne, un de nos anciens ministres, M. Romulus Saunders, lui a déjà fait les offres les plus séduisantes et elle les a repoussées. Il y a quelque chose que l'Espagne place au-dessus de l'argent, c'est l'honneur; et elle attache le sien à la conservation de sa colonie des Antilles. C'est donc en vain que nous ferons sonner nos millions aux oreilles des Espagnols; ils aimeront mieux rester longtemps encore les créanciers de leur gouvernement, renoncer même tout-à-fait à l'espoir d'un remboursement de sa part, que de nous céder Cuba. Si l'île n'avait pas été menacée par les flibustiers américains, peut-être finiraient-ils par s'entendre avec nous. Mais les deux coups de main tentés contre la colonie ont irrité leur orgueil et les rendent aujourd'hui intraitables à l'endroit d'un accommodement à l'amiable. Nous pouvons conquérir l'île, si la guerre vient malheureusement un jour à éclater entre les deux pays et que nous soyons les plus forts; mais ils ne nous la vendront jamais.—*Abeille.*

☞ Nous lisons dans le *New-York Herald*, du 18 Novembre, les lignes suivantes: elles sont empruntées à une revue que fait l'écrivain du parti Seward et de ses dangereuses tendances:

"Les républicains noirs se sont placés sur le terrain de l'hostilité à l'esclavage: leur succès serait le renversement de l'Union. Par bonheur, le patriotisme est là, qui vient à notre aide, et il ne faudra que peu de temps pour détruire chez des milliers de citoyens les préjugés funestes que leur ont inculqué les longues et attentives leçons des démagogues de l'école de Seward. Les conséquences de la position, qu'ont faite au pays les négrophiles, peuvent être appréciées en se plaçant dans l'hypothèse d'une invasion étrangère, dans le but de renverser notre gouvernement—projet qui, d'un bout à l'autre de la république, trouverait de terribles adversaires. Cette question de l'abolitionisme appellerait à l'action—aussi bien que toute autre menace sérieuse faite à l'Union et les patriotes les plus énergiques, les plus décidés.

La lutte, qui en résulterait, détruirait les préjugés que l'on peut avoir, en temps ordinaire, contre l'esclavage: elle ferait taire les animosités sectionnelles; tout le pays marcherait, comme un seul homme, à la défense de nos institutions fédérales.

Le patriotisme est le sentiment qui domine les Américains, aux Etats-Unis: il est vigilant, ardent il répond au moindre appel. Il est pratique, il veut arriver à ses fins: il résistera avec autant de force à un ennemi surgissant dans le sein de notre pays, qu'à un ennemi qui nous viendrait du dehors. Le patriotisme ne fait aucune différence entre le renversement de l'Union par la puissance des monarchies ou par celle de l'abolitionisme: il n'admet aucune distinction entre l'ennemi, conduit par Louis Napoléon, et l'ennemi conduit par William H. Seward."

Les idées émises par le *Herald* sont d'une grande justesse. Seulement, nous croyons que le peuple Américain doit se redresser encore avec plus d'énergie contre l'ennemi, qui naît sur son sol, que contre celui qui lui vient de l'extérieur. Le premier commet le crime de parricide.

Dans cette grande question de l'abolitionisme, si menaçante, si pleine d'orage, c'est au Sud qu'est réservé de jouer un beau rôle, et nous en sommes certain, il n'y faillira pas. Par la rigoureuse position qu'il prendra, au prochain Congrès, il déconcertera les efforts coupables de nos adversaires du Nord. Il obtiendra une paix durable pour l'Union, en prouvant à ses ennemis qu'il est prêt à la guerre.

Un prodige musical.— Il y a dans ce moment, aux environs de Columbus, un petit nègre aveugle, âgé de six ans, appartenant à M. James M. Bethune, et qui, chaque jour, fait preuve d'étonnantes dispositions musicales. Il lui suffit d'entendre un morceau, une fois ou deux, quelle qu'en soit la difficulté, pour le reproduire sur le piano. Il n'a jamais pris une seule leçon de musique, et par conséquent, c'est d'instinct qu'il agit. Il est passionnément épris de la musique, et toutes les fois qu'il en entend exécuter, il éprouve des sensations profondes.

AVIS AUX MAITRES DE POSTE.

On se rappelle que, dans l'acte du 3 Mars 1855, décrétant que le port de lettres, non libres de droit, envoyées dans les Etats-Unis, et non dans un pays étranger, serait dorénavant payé d'avance; il a aussi été ordonné que, à dater du 1er Janvier 1855, et après cette époque "le maître de poste général pourrait requérir les maîtres de poste subalternes de placer des timbres (*stamps*) sur toutes les lettres affranchies auxquelles leurs auteurs auraient négligé de joindre lesdits timbres."

Nous apprenons que le maître de poste général a décidé qu'il ferait mettre en vigueur cette disposition de la loi; les maîtres de poste, sans retarder devront, s'ils ne l'ont déjà fait, se procurer les timbres nécessaires, en les demandant au troisième assistant maître de poste général. Evidemment on ne prétend pas par ce réglement, imposer aux maîtres de poste la tâche de fixer eux-mêmes les timbres sur les lettres, alors que les auteurs de ces lettres pourraient, sans inconvénient, prendre cette peine; le but principal est que les maîtres de poste soient toujours fournis de timbres, afin que tout le monde puisse s'en procurer sur demande.—*Courrier.*

LES CHINOIS.

Il a été fort question des Chinois pendant la dernière campagne électorale. Deux orateurs K. N. surtout, les ont poursuivis, nous ne savons trop pourquoi, de leurs innocentes et risisibles boutades. Cependant ils ont figuré avec honneur à la grande exposition de Paris. Un journal de Paris termine le compte-rendu des objets exposés par eux par les vers qui suivent, que nous recommandons aux Chinéphobes de la Nouvelle-Orléans. Cette lecture calmera, nous l'espérons, la peur que leur inspiraient les terribles habitants des bords du Fleuve Jaune:

Les Chinois ne sont pas ce qu'un vain peuple pense,
Leur porcelaine existe avant notre science;
Ils avaient inventé la poudre et le papier,
La boussole et la soie et le zinc et l'acier,
Les puits forés, le gaz et le terrain houiller,
Que nous n'étions encor que de pauvres sauvages,
Habillés en nageurs, vivant de coquillages.
Il nous sied bien à nous, impertinents bourgeois,
De railler les Chinois!

Voilà comment un poëte a vengé les Chinois des sarcasmes de l'Occident, et chose rare, ce poëte est un industriel, ce poëte est l'inventeur du *gaz à l'eau*, ce poëte est un économiste justement distingué, M. Jobard, un homme dont le nom, comme on l'a dit avec finesse, est un perpétuel contre-sens avec son savoir et son esprit.—*Courrier.*

Dangers des reves.—La femme Guipemart, couturière, a volé du galon et du velours dans un magasin de nouveautés.—C'est par distraction, je ne voulais rien prendre.

—Pourquoi donc, alors, a-t-on trouvé la pièce de velours cachée sur votre sein.

—Parce que je prise et qu'en la mettant dans la poche avec ma tabatière, je l'aurais salie. Voulez-vous savoir le fin mot, messieurs; je rêvais que j'étais chez moi et que tout ce que je prenais m'appartient. C'était un rêve!

Imprudente couturière, tu ignorais donc que les rêves portent toujours malheur aux voleurs? Tu n'as donc pas lu dans Bruneau, que François 1er étant à la chasse dans la *Maison aux bréviaires*, près Rambouillet, y rencontra quatre hommes qui feignaient de dormir. Le premier se leva et dit au roi qu'il venait de rêver que son feutre lui appartenait, et il le lui prit; le second, sous le même prétexte, dépouilla le monarque de sa casaque; le troisième s'arrangea de son surtout; enfin le quatrième s'empara d'un cor que le roi chevalier portait à son cou, suspendu à une chaîne d'or.

François 1er, sans perdre la tête, dit au quatrième larron: "Attendez, mon ami, que je vous enseigne la vertu cachée de ce cor." Et, en même temps, il prit l'instrument et joua un air de détresse qui fut un signal pour les courtisans. Ceux-ci accoururent à cet appel: "Voilà, leur dit le roi, quatre braves gens qui ont rêvé tout ce qui leur a plu. Moi, maintenant, je rêve que je les envoie au prevôt de Montfort-l'Amaury pour en faire bonne justice."

Le prevôt rêva à son tour qu'il faisait pendre les rêveurs à quatre potences.

Et le tribunal a rêvé qu'il condamnait la femme Guipemart, couturière, à un an de prison.

Fin d'un ivrogne.—Dans tous les villages des environs de Paris, on connaissait un marchand ambulant de mercerie auquel ses habitudes d'intempérance avaient fait donner le sobriquet de *Père Bacchus*. Avant-hier, l'aubergiste chez lequel il logeait ne l'ayant pas vu paraître le matin, comme il en avait l'habitude, monta dans sa chambre et le trouva mort. Près de lui étaient plusieurs bouteilles vides, et sur un meuble l'écrit suivant:

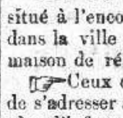
"Je nez que 41 ans, mais je man bête dedans la vie. Je veut, si ça se peut, mourire dans mais attributions puisse qu'on ma surnomé le père Baccusse. Je panse qu'après avoire avallé deux litre d'eau de vie, je serai mort. C'est ce que je vais faire. Si je ne suis pas nétoyer de ce coup là, je fais veut de ne plus boire. Mais ça n'est pas probable. Je désir que mon paquet de marchandise soit distribuée au povre de la commune. Etan seul au monde, je nez pas d'éritiers. Adieu. Le père Baccusse."

Le commissaire de police et un médecin constatèrent, en effet, que cet individu avait succombé à l'asphyxie produite par un excès de boissons alcooliques.

Paroisse St. Landry, 22 Nov. 1855.
Au Président du Wigwam ou Ordre Know-Nothing de la Paroisse St. Landry.
Ayez la bonté d'accepter ma résignation comme membre de l'ordre ci-dessus, et rayer mon nom de vos régistres. JOHN H. HUFFPOWER.

A vendre a l'amiable.

Le soussigné offre à vendre à l'amiable, et à des conditions raisonnables, les propriétés suivantes, savoir:

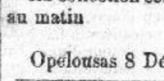


UN LOT DE TERRE,
situé sur la rue principale, dans la Ville des Opelousas, avec les bâtisses et améliorations, consistant en un magasin, une maison de résidence et d'autres bâtisses.

Un autre Lot de Terre,
situé à l'encoignure des rues Main et King, dans la ville des Opelousas, avec une petite maison de résidence.

☞ Ceux qui désireront acheter sont priés de s'adresser au bureau du *Courrier*, ou pour plus d'informations, au soussigné, à la jonction des Bayous Têche et Fuselier.
EDOUARD FAYOLE.
St. Landry 8 Décembre 1855.

AVIS.



A dater du 16 de ce mois, mes livres seront fermés pour tout le monde.
Aucun crédit ouvert ne sera continué pour qui que ce soit jusqu'à ce que les anciens comptes soient réglés.
La collection commencera le 17 Décembre au matin
N. QUATREVAUX.
Opelousas 8 Décembre 1855.

AVIS.

Joseph Gradenigo, de la Paroisse St. Landry, ayant présenté une pétition à l'effet d'être nommé Administrateur de la succession de feu Jones Edmunds, décédé, dernièrement de la susdite Paroisse.
En conséquence, avis est par le présent donné à ceux qui pourraient avoir des raisons légales à opposer à la dite nomination, d'avoir à les enrégistrer, par écrit, au Bureau du Greffier de la Cour de District de la susdite Paroisse, dans les dix jours qui suivront la date du présent avis.
Aug. DEJEAN, *Dep. Greffier.*
Opelousas, 8 Décembre, 1855.